

La France étouffe

Par Georges Frêche, Président de la Région Languedoc-Roussillon.

Guillon-Besson qui se font hara-kiri, Eric Zemmour cloué au pilori, Claude Allegre démoli, Georges Frêche voué aux gémonies, Nicolas Sarkozy jugé au saut du lit... A chaque fois le même tsunami médiatique se produit, avec des milliers d'articles, de blogs, de vidéos emportant tout sur son passage et ne laissant aucune chance à celui qui se trouve dans l'œil du cyclone si ce n'est d'attendre le prochain mot, la prochaine rumeur, la prochaine vague et donc la prochaine victime. Bon courage aux prochains, donc, car ce n'est pas ici mon propos.

Jamais dans l'histoire politique, le décalage n'a été aussi grand entre l'importance donnée à ces sujets de second ordre et la réalité que vivent nos concitoyens. D'un côté, les petites phrases, les débats de salons parisiens, la politicaillerie. De l'autre, la peur du chômage, la hantise de l'insécurité, l'inquiétude face à la mondialisation. La France étouffe. Elle ressemble à un Titanic où, côté VIP, on se demande « Que peut-on dire ? », pendant que dans les soutes, on crie « Que peut-on faire pour nous ? ». Ce ressenti social, ce cri, ne trouve aucun débouché politique car personne aujourd'hui ne l'incarne. Ce malaise se double d'une fracture territoriale, témoins la situation que connaissent l'ensemble des collectivités locales. Face à une démocratie devenue « média-cratie », nos concitoyens se réfugient forcément là où ils le peuvent : dans l'abstention et le vote protestataire les jours d'élection, dans leur cocon familial le plus souvent. Les destins collectifs ont laissé la place aux loisirs individuels :

plutôt l'art-déco que le démos, plutôt planter des radis que les partis, plutôt le canapé que la cité...

Je balaie d'emblée l'idée d'un quelconque complot. Non, il n'y a pas une main dans l'ombre qui tient fermement le couvercle sur cette France qui étouffe et cette cocotte minute qui bout. Non la vérité est plus basique. Ceux qui décrètent savoir - les politiques, les médias, les décideurs -, bref les « élites », ont seuls l'accès à la parole. C'est ce petit groupe, cette apparente caste d'intouchables, qui s'autorise et monopolise l'explication sur le sens des choses. D'où une pensée hors sol et en circuit fermé. Puisque la police des mots rode, je n'emploierai pas le mot « classes », jeté aux poubelles de l'histoire pour faire place nette au nouveau veau d'or : l'individualisme, érigé comme la dernière des libertés et qui met à mal aujourd'hui tout nouveau projet collectif, rendant presque désuets les trois mots fondateurs inscrits au fronton de nos mairies .

Hélas, et nous le vérifions chaque jour, la somme des petits intérêts particuliers ne fait pas l'intérêt général. Et pourtant, la réalité sociale est là sous nos yeux. Pour agir, il faut bien trouver des mots pour la dépeindre, la comprendre. Sans tabous. Mais pour rester en place et conserver leurs petits privilèges, les « élites » agitent des sujets pour faire écran. La morale ou l'éthique plutôt que la politique, les postures plutôt que les convictions. Au mieux Erasme en lieu et place de Machiavel. D'où ce chapelet de mots magiques issus de ce nouveau catéchisme et censés guérir le bon peuple de ces maux: parité, diversité, égalité des chances, rénovation, primaires... j'en passe et pas forcément des meilleurs.

Mais on ne guérit pas des maux, notamment ceux d'une société, par des mots. D'autant que la disqualification permanente de la parole politique à l'œuvre de nos jours entame aujourd'hui le crédit même de l'action politique. Les mots de la politique « vision », « sens », « avenir » et surtout « progrès », jugés ringards et langue de bois, ont été vidés de leurs contenus. L'information continue, le « présentisme » à tout crin, la fausse interactivité, a broyé le temps politique. Il faut répondre vite, et si on peut, penser vite, agir vite, réagir vite. Mais la « fast-démocratie » n'existe pas. La politique ne peut être un produit de consommation. Alors, discréditer comme on le fait la parole et l'action politique, c'est tout simplement ouvrir la brèche à d'autres formes de règlements de la vie de nos sociétés, jetant aux orties la seule réellement pacifique, à savoir... la politique. D'où ma question : à qui profite le crime ?

Car le grand guignol permanent n'arrive pas à masquer, au fond, le problème central de notre société : la question sociale est de retour. En fait, elle a toujours été là, mais enfouie au fond de ce trou où personne ne veut mettre les mains. Personne ? ne croyez pas les télé-évangélistes de la dépolitisation ! Les élus de « province » comme on pouvait dire autrefois du « tiers état », connaissent mieux que quiconque cette réalité qu'ils se coltinent quotidiennement. Ils ne sont ni sur les plateaux de télévision, ni dans les colonnes dans les journaux : ils sont tout simplement au travail. Ils créent. Ils réalisent. Et pourtant, un regard méprisant se pose trop souvent sur eux. Face aux tenants de l'incantation de gauche ou de droite, face aux derniers feux des partis politiques nés au XIXe siècle, ce sont eux qui aujourd'hui gardent le cap au beau milieu de la tempête. Il est temps de les réunir, urgent de les écouter, et non d'attendre le messie à

chaque élection présidentielle. En politique, il n'y a pas d'homme providentiel, il n'y a que des occasions historiques. Je crois, avec d'autres, que le moment du « agir local, penser global » est venu.

Le courage, cette valeur si chère à l'engagement de Jaurès et pour laquelle il a perdu la vie, voilà ce qui manque à la politique aujourd'hui. Oui, «chercher la vérité et la dire » : penser la mondialisation telle qu'elle est avec ses terribles outrances et ses formidables potentialités ; penser la France et l'Europe telle qu'elles sont réellement - c'est à dire minoritaires dans le monde actuel ; dire les mots tels qu'ils sont ; agir au nom de l'intérêt général. Que les bouches s'ouvrent ! L'exaspération des Français est à son comble, toutes les enquêtes d'opinion le démontrent. Avant qu'un tsunami social n'emporte notre pays, il est l'heure de se retrouver pour un nouveau serment du Jeu de Paume « où les représentants du peuple jurèrent de ne point se séparer qu'ils n'eussent donné à la France » une nouvelle espérance. Pour à nouveau pouvoir redire que les hommes politiques « ont tenu parole ».

Près de quarante ans de vie politique n'ont pas réussi à me rendre cynique. Oui, j'y crois encore. J'entends m'engager dans les semaines et les mois à travailler à bâtir, avec d'autres, cette nouvelle espérance.

Georges Frêche

Contact : Freche.georges@cr-languedocroussillon.fr